monsieur l'Orateur, mais je crois pouvoir vous démontrer que nous nous éloignons du but et des aspirations des pères de la Confédération, que nous nous éloignons du but que poursuivaient les hommes qui ont rédigé l'acte de l'Amérique britannique du Nord, et je crois jeter quelque lumière sur la question de savoir de quelle manière nous devons traiter cette mesure projetée qui consiste à envoyer une contribution, qui détériore notre position, qui nous avilit et nous dégrade en nous faisant passer de la position d'une jeune nation à la position de fournisseurs et de tributaires d'un autre pays. Tel est mon argument et je crois que lorsque j'aurai lu un extrait d'un discours de sir John A. Macdonald, ou de John A. Macdonald, comme on le nommait alors, prononcé le 8 septembre 1864...

M. l'ORATEUR: Je n'ai nul désir d'abréger les remarques de l'honorable députe, mais il me semble qu'il serait plus à propos de démontrer comment le présent bill va affecter la situation actuelle que de remonter à l'histoire de la Confédération qui s'est déroulée il y a près d'un siècle.

M. EMMERSON: Je crois qu'on devrait me pennettre, avec tous le respect que je vous dois, de dire que sir John A. Macdonald avait dans l'esprit le construction d'une marine canadienne.

M. l'ORATEUR: J'admets franchement que si l'honorable député veut faire cela, il est dans l'ordre.

M. EMMERSON: Je regrette que Votre Honneur ait été aussi impatient.

Quelques DEPUTES: A l'ordre, à l'ordre.

M. EMMERSON: Et je regrette que, grâce à quelque défaut dans ma manière de m'exprimer, je n'ai pu donner une idée quelconque du but que je me proposais en citant ce témoignage. Il faut vous rappeler que l'on a dit en cette Chambre, pas plus tard qu'avant hier, que nous n'étions pas une nation et que nous n'étions qu'une colonie autonome. Sir John A Macdonald, parlant à Charlottetown, le 3 septembre 1864, et s'efforçant de démontrer jusqu'à quel point la confédération des provinces était à désirer, disait:

Et cela leur donnera aussi, dans leur virilité collective, cette vaillance et cette force nationale qui fera d'elle la quatrième nacion sur la face de l'univrs.

A Halifax, le 12 septembre 1864, il disait:

Je crois que nous aurons enfin une organisation qui nous permettra d'être une nation et de nous protéger comme nous le devrions.

Il disait encore:

J'espère que nous pourrons établir une constitution qui créera un fort gouvernement central, capable d'offrir une puissante résistance à tout ennemi quel qu'il soit. Nous avons tous abordé cette question, convaincus de son importance, convaincus que dans nos mains se trouvent les destinées d'une nation en relation avec l'empire britannique et sous la reine d'Angleterre.

Il dit plus loin:

Nous deviendrons un grande nation. On a prétendu que, parce que les anciennes colonies ont été perdues, grâce à la mauvaise administration du gouvernement britannique, toute autre colonie doit être perdue du moment qu'elle prend les rènes du gouvernement autonome. Je crois au contraire que l'Angleterre maintiendra sa position dans toutes les colonies; elle n'imposera pas par les armes une obéissance forcée.

En réponse à l'idée qui a été proclamée à tout propos et hors de propos par les membres de la droite et dans la presse conservatrice, à l'effet que, parce que le Canada, ayant les aspirations d'une nation, désire avoir sa marine à lui pour la protection de ses propres côtes et pour aider à l'empire s'il en est besoin, nous sommes des séparatistes et des sujets déloyaux de Sa Majesté; que nous avons pour but la rupture du lien britannique. Je recommande à l'attention de la Chambre et du pays les paroles de sir John A. Macdonald, cet impérialiste parmi les impérialistes. Son idée était que nous devions avoir une marine canadienne, que nous devrions être indépendants mais fidèles au trône et au souverain britannique. Si telles sont les vues de sir John Macdonald et de ses collègues, est-ce que je vais trop loin en appe-lant là-dessus l'attention du pays, en réponse à la calomnie à l'effet que notre programme naval est un programme séparatiste? Sir John Macdonald parlant à Halifax, disait:

D'un autre côté, je suis convaincu que ce ne sera pas sans récompense que j'aurai servi dans la vie publique si, avant de me retirer dans la vie privée, je suis sujet d'une grande nation américano-britannique sous le gouvernement de Sa Majesté et en relation avec l'empire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

Ces idées exprimées par sir John Macdonald ne sont-elles pas en harmonie avec le programme qui a été si magistralement et si fidèlement énoncé par mon très honorable ami et chef sir Wilfrid Laurier?

N'est-il pas vrai que notre programme naval accepté par les libéraux dans toute l'étendue du Canada, et par plusieurs conservateurs, énonce la politique en laquelle sir John Macdonald avait évidemment foi et qu'il donnait comme la ligne de conduite que devait suivre cette jeune nation après la confédération. Permettez-moi, monsieur l'Orateur, d'appeler votre attention sur les paroles de ce grand politique et patriote canadien-français, sir George-Etienne Cartier. A Charlottetown, il disait, entr'autres choses:

M. EMMERSON.